Forum des Mouvements de l'Eau

Lettre ouverte
en vue des élections présidentielle et législatives de 2027

L'eau : un enjeu majeur et vital !

L'été 2026 aura marqué un véritable moment de bascule. La réalité du changement climatique s'est imposée avec violence. Canicules répétées, incendies géants, assèchement des sols sans précédent, pluies toujours plus irrégulières, étiage des cours d'eau au plus bas, populations privées d'eau potable...
L'eau est désormais au cœur des préoccupations, et le restera.

Les atteintes aux cycles de l'eau ne datent pourtant pas d'hier, et s'aggravent sans cesse.

Les pollutions multiples et conjuguées génèrent une inquiétude grandissante sur la qualité de l'eau potable et pour notre santé. La disponibilité de l'eau pour les besoins essentiels est elle-même fragilisée, et près d'une centaine de communes ont dû être ravitaillées par camions citernes ces derniers mois. L'eau vient à manquer pour produire ce qui nous nourrit, pour la vie animale et végétale, la vie des sols... La perte de biodiversité des milieux aquatiques devient alarmante du fait des pollutions et du réchauffement croissant des cours d'eau.

Nul ne peut plus nier le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Nul ne peut plus nier les conséquences lourdes et directes sur la quantité et la qualité de l'eau disponible dans les nappes, dans les cours d'eau et par suite au robinet, de l'eau disponible pour les écosystèmes comme pour les humains.

Le désastre était prévisible ! Les causes sont connues : productivisme effréné, profits démesurés et exploitation sans limite de « ressources » naturelles que beaucoup croient encore infinies et renouvelables.

Pourtant, la volonté d'accaparement de l'eau par des intérêts privés semble ne pas avoir de frein. Il est aujourd'hui criant qu'il faut établir d'autres équilibres pour réguler et prioriser l'accès à l'eau pour la nature et les différentes activités humaines ...

Le nombre, la diversité, l'intensité des mobilisations et luttes actuelles face aux pollutions, aux mégabassines, aux usines d'embouteillage, aux datas centers, aux gravières... traduisent la prise de conscience de l'urgence d'agir.

Loin de réagir à l'urgence et à l'ampleur des problèmes, le gouvernement actuel continue de privilégier les intérêts de l'agro-industrie et de l'industrie, et initie même des reculs scandaleux sur les législations protectrices de l'eau, tant au niveau national qu'Européen.

De plus, localement, les instances de gestion de l'eau restent souvent sourdes ou en difficulté pour mettre en oeuvre des propositions favorables à la protection de l'environnement.

L’eau a la particularité singulière d'être indispensable à toute vie.
L'eau est donc avant tout un « commun » fragile.
Un commun qu’il faut sortir de sa captation par les logiques marchandes.
Un commun dont les citoyens doivent prendre soin, alors qu'ils sont aujourd'hui largement exclus des décisions le concernant, dans les instances locales.

Une action politique ambitieuse et rapide est nécessaire.

Face à cet état des lieux, il est indispensable et de plus en plus urgent d’agir, sur chaque territoire dans sa diversité ainsi qu'au plan national, avec une ambition à la hauteur de l’enjeu. Les domaines et les acteurs à prendre en compte sont multiples.
Pour l'essentiel :

- **la protection des nappes, des zones humides, du cours naturel de l’eau, des forêts et des écosystèmes,**
- **la restauration des petits cycles de l'eau (cycles locaux) notamment par la restauration de sols vivants, désartificialisés, végétalisés, et le ralentissement des circulations de l'eau...**
- **la gestion publique de l’eau, la gratuité des premiers mètres cubes et la tarification progressive,**
- **une eau potable au robinet partout, notamment aux Antilles et à la Réunion, et la disponibilité d’un raccordement au réseau à Mayotte et en Guyane. Le raccordement des camps de réfugiés et des bidonvilles à l’eau potable et à l’assainissement,**
- **la préservation et le renforcement de législations contraignantes et protectrices de l’eau, l'amélioration de la « démocratie de l'eau », de l'implication des citoyen.nes dans ces processus.**

Les participant.es au 2ème Forum des Mouvements de l’Eau, issu.es d'associations ou collectifs, chercheur.ses, citoyen.nes engagé.es, réunis à Toulouse les 10 et 11 octobre 2026, estiment que mettre la question de l’eau parmi les priorités de l’agenda politique du pays est une nécessité absolue. Ils estiment que les débats qui précéderont l’échéance majeure des présidentielles seront un moment privilégié pour porter ces enjeux auprès du grand public.

En lien avec les grands axes ci-dessus, ils vont soumettre aux candidat.es et au débat public des mesures-phares pour une politique de l'eau ambitieuse et portée par l'urgence d'agir.

Premiers Signataires :